

La tête dans la vision globale, les pieds dans la glaise locale

Michel Godet ¹

Dans le cadre de l'exercice « Prospective et Territoires » et du « grand débat » national sur l'aménagement du territoire, la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale (DATAR) a demandé à une vingtaine d'intellectuels d'exposer leur opinion sur la France de 2015.

Le texte ainsi élaboré par Michel Godet a été refusé par la DATAR. Nous le publions ci-dessous car, si l'on comprend qu'il dérange, nous estimons qu'il pose cependant de vraies questions sur les objectifs prioritaires des politiques publiques.

Les lecteurs de Futuribles retrouveront ici certaines réflexions déjà développées par Michel Godet dans ses articles sur « la maladie du diplôme » (Futuribles n° 173) et sur « les obstacles structurels à l'emploi » (Futuribles n° 180). Mais ils y trouveront aussi le témoignage de quelqu'un observant au quotidien la désertification de nos campagnes et un vibrant appel pour que « la France des villes garde ses racines dans la France des champs » dont la valeur patrimoniale est trop souvent sacrifiée du fait d'une gestion à trop courte vue.

H.J.

1. Professeur au Conservatoire National des Arts et Métiers. Directeur du LIPS (Laboratoire d'investigation stratégique et prospective). Auteur de *l'Avenir autrement*. — Paris : Armand Colin, 1991.

Remettre le TGV sur les rails

Au bout de mon jardin commence le Perche, un territoire en voie de dépeuplement rapide. L'effondrement démographique est tel que j'ai pu parcourir trente kilomètres à vélo sans rencontrer âme qui vive, en traversant des villages aux volets clos et aux écoles fermées. Les gros bourgs ruraux comme Mondoubleau ou Montoire perdent à leur tour des habitants et les commerces ferment les uns après les autres. Les écoles ont vu leurs effectifs fondre d'un tiers en dix ans en raison de l'effet conjugué de la baisse de natalité et du vieillissement. Les derniers jeunes ne resteront pas car il n'y a pas d'emploi sur place et les quelques entreprises locales survivent difficilement, certaines doivent fermer comme cette champignonnière de Montoire qui n'a pas résisté à la concurrence des pays de l'Est : c'est soixante emplois en moins d'un seul coup en décembre 1993. Début mars 1994, c'est la catastrophe avec le dépôt de bilan de l'entreprise Léo, le premier employeur local et voilà cent nouvelles familles qui plongent dans le désespoir car il n'y a rien d'autre sur place. En quelques mois, le taux de chômage a triplé à Montoire, il dépasse les 20% de la population active. Certains vont s'en aller pour rejoindre les villes où il y a au moins l'espoir de trouver un emploi. Les autres vont rester : « *partir où ? avec quels moyens ? Ici au moins on est logé, on est connu et on a nos racines* ». Faut-il accepter ce renoncement, ce glissement vers la pauvreté et l'assistance ? Faut-il laisser ces bassins de vie mourir sous nos yeux ?

A Vendôme, je me sens déjà en 2015 : 27% de la population a plus de soixante ans et sur 18 000 habitants, il y a près de 800 Turcs, attirés par les lois de la République qui permettent à des chômeurs

immigrés (plus de 40% des actifs sont au chômage) de vivre mieux chez nous sans travail que dans leur pays. Tout irait bien s'ils s'intégraient, mais ce n'est guère le cas. Les immeubles sont truffés d'antennes paraboliques, qui captent les émissions en turc. Il y a déjà deux mosquées, des affaires de voile que l'on cache aux médias et ni l'école, ni le sport ne servent de creuset à l'intégration. La municipalité subventionne une équipe de football turque et laisse la carte scolaire concentrer ces enfants d'immigrés dans des écoles que fuient les jeunes français. Veut-on vraiment pour 2015, une société française pluri-ethnique, avec les mêmes conflits que la société américaine ?

Ces évolutions ne sont pas fatales et une autre politique d'aménagement du territoire est possible. Telle est la réflexion que je me fais, chaque jour, lorsque je me rends à Paris en 42 minutes avec le TGV qui, précisément, s'arrête en pleine forêt de Vendôme, tout près de ces hameaux et de ces bourgs qui s'éteignent lentement. J'ai la chance de travailler à Paris et de demeurer dans une de ces sous-préfectures de province où il fait bon vivre. J'ai quitté les encombrements, le bruit, le manque d'espace et de temps pour la vie sociale. Combien d'habitants de Paris et des banlieues ne souhaiteraient-ils pas pouvoir aussi vivre autrement ?

Mais voilà, ce n'est pas possible, car la tarification du TGV imposée par la SNCF est quasi dissuasive. L'abonnement mensuel en deuxième classe revient à plus de 2 700 francs par mois et il n'y a que trois dessertes par jour. Le trajet Paris-Vendôme coûte presque aussi cher que le Paris-Bordeaux. Ce n'est pas une question de kilomètres, mais de volonté politique. Le tarif des réservations est très faible sur Bordeaux : il faut bien concurrencer

La tête dans la vision globale, les pieds dans la glaise locale

l'avion. En revanche, ceux qui prennent le train à Vendôme n'ont pas d'autre choix. Tout se passe comme si l'on faisait tout pour que leur nombre n'augmente pas. Craint-on de voir les TGV se transformer en trains de banlieues ? Ou plutôt de voir d'autres villes situées à moins de 200 kilomètres réclamer un arrêt TGV ? Ce pourrait être le cas dans la vallée de l'Yonne à Saint-Florentin, à Tonnerre, autant de cités qui meurent à petit feu et que la grande vitesse ne fait que traverser.

Le monopole de la SNCF a été détourné de ses fins de service public. Faut-il vraiment singer les compagnies aériennes et dépenser tant d'énergie pour concurrencer d'autres entreprises nationales ? C'est finalement la collectivité qui finance le déficit des entreprises publiques de transport. Elle devrait imposer, en contrepartie, une plus grande cohérence et une meilleure adéquation des stratégies d'entreprises publiques aux intérêts de la société française. Il revient aux pouvoirs publics d'afficher les priorités et les objectifs d'une véritable politique d'aménagement du territoire. Il s'agirait de mener une politique active de délocalisation des entreprises et des familles afin d'éviter l'implosion de la région parisienne et d'empêcher la France des champs de prendre trop de rides et de perdre son identité.

Ces perspectives sont connues depuis longtemps, mais on continue à faire comme si de rien n'était. Il y a des feux qui couvent, mais on attend toujours que l'incendie se déclare pour le reconnaître et s'en occuper.

Lever le nez du guidon

C'est en raison du défaut d'anticipation d'hier que le présent est encombré de questions, hier insignifiantes, mais aujourd'hui

brûlantes qu'il faut bien régler vite, quitte à sacrifier le développement à long terme en installant d'illusoires coupe-feux. Les décisions issues des négociations se résument trop souvent à « *des accords momentanés dans le désordre reporté* », comme le remarquait Pierre Massé, Commissaire au Plan à l'époque où le général de Gaulle avait transformé le plan en « *ardente obligation* ».

La crise n'est pas d'origine externe mais dans nos têtes. Nous produisons plus en travaillant moins. La richesse des Français n'a jamais été aussi élevée et le gâteau du revenu national a augmenté de plus de 60 % (le fameux PIB) depuis 1975 alors que le chômage a quadruplé, à tel point que l'on peut parler de chômage d'abondance. La crise que nous vivons est d'abord une crise de mentalités, de comportements et d'organisation. Elle vient du fait que nous voulons entrer dans le XXI^e siècle avec les institutions et les habitudes héritées de l'après-guerre (conventions collectives, statut de la fonction publique).

Faut-il attendre quelques millions de chômeurs supplémentaires pour répartir autrement l'abondance ?

Faut-il attendre les ravages de la maladie du diplôme pour relancer vraiment la formation professionnelle en alternance ? On distribue des assignats universitaires pour créer des ODNQ (Ouvriers Diplômés Non Qualifiés), comme le dit Alain Lebaube, alors que l'on manque cruellement de plombiers, de menuisiers, de plâtriers, de bouchers et de cuisiniers.

Faut-il attendre que les banlieues explosent encore pour maîtriser les flux migratoires et faciliter l'insertion des étrangers par une meilleure répartition spatiale et scolaire ?

Faut-il attendre que des pans entiers du territoire se vident de leur population, que meurent ces innombrables lieux de

Le vieillissement de la population française

Le vieillissement de la population française ne devrait guère stimuler la croissance car, pour investir et consommer, il faut avoir confiance en l'avenir et besoin de s'équiper, autant de caractéristiques qui, malheureusement, régressent avec l'âge. Sans dynamique démographique, la croissance ne peut que s'essouffler. Entre 1960 et 1975, la population française s'est accrue de plus de 7 millions d'habitants soit presque deux fois plus que dans la période récente (+4 millions entre 1975 et 1990). Pour les années 1990-2000 et 2000-2015, le ralentissement de la progression sera encore plus marqué (respectivement +2,7 millions et +3,3 millions). On peut s'interroger sur la vraisemblance de ces projections qui supposent des flux migratoires annuels limités à +50 000 personnes (soit deux fois moins que les estimations faites actuellement pour l'immigration clandestine). Il faut s'attendre à accueillir plusieurs centaines de milliers d'Algériens francophones fuyant la dictature de l'intégrisme islamique. Malgré cela, la tendance au vieillissement est incontournable. On oublie trop souvent que la croissance

forte des années 1960-1974 a été portée par la vague des 0-19 ans qui s'est gonflée de +2,2 millions de jeunes, alors qu'elle a diminué de 1,2 million dans la période 1975-1990 et qu'elle va continuer à baisser. La tranche des jeunes adultes en phase d'équipement va, à son tour, diminuer de 500 000 personnes entre 1990 et 2000 alors qu'elle avait augmenté de +2,7 millions entre 1975 et 1990. Ce sont essentiellement les effectifs des tranches d'âge de 40 à 59 ans et de 60 à 79 ans qui vont s'accroître respectivement de 2,2 millions et 1,3 million pour la période 1990-2000. A partir de l'an 2000, ce sont les effectifs du quatrième âge qui vont à leur tour augmenter.

Entre 1960 et 1990, la population française est passée d'un peu moins de 45,6 millions de personnes à 56,6 millions, soit une augmentation de dix millions. D'ici à 2010, la population française s'élèvera à 62 millions. Dans la même période, la proportion des 0-19 ans sera passée de 32 % en 1960 à 28 % en 1990 et 24 % en 2010, et celle des plus de 60 ans atteindra 23 % du total en 2010 contre seulement 17 % en 1960.

Effectifs de la population française par tranche d'âge *

(en millions chiffres arrondis)

	0-19	20-39	40-59	60-79	80 ou plus	Total
1960	14,7	12,7	10,5	6,7	0,9	45,5
1975	16,9	14,5	11,5	8,4	1,3	52,6
1990	15,7	17,2	12,9	8,7	2,1	56,6
2000	15,4	16,7	15,1	10,0	2,1	19,4
2010	14,9	16	16,6	10,8	3,3	61,7
2015	14,7	15,6	16,7	11,9	3,7	62,7

* Calculs d'après INSEE selon des hypothèses tendanciennes de fécondité (1,8 enfant par femme) et de flux migratoires (+50 000 par an).

Variation des effectifs par tranche d'âge

(en millions)

	0-19	20-39	40-59	60-79	80 ou plus	Total
1960-1975 ..	+ 2,2	+ 1,8	+ 1	+ 1,7	+ 0,4	+ 7,1
1975-1990 ..	- 1,2	+ 2,7	+ 1,4	+ 0,3	+ 0,8	+ 4,0
1990-2000 ..	- 0,3	- 0,5	+ 2,2	+ 1,3	0	+ 2,7
2000-2015 ..	- 0,7	- 1,1	+ 1,6	+ 1,9	+ 1,6	+ 3,3

La tête dans la vision globale, les pieds dans la glaise locale

mémoire constitutifs de l'identité française, que des ghettos se constituent au milieu d'un désert vert, pour découvrir que la France des villes a besoin d'une France des champs vivante ?

Faut-il attendre que la France ait les temps grisonnantes pour encourager la relance de la natalité (une société qui ne se reproduit pas décline et a peu de chances de rester ouverte au changement et à l'extérieur) ?

La nouvelle croissance aura les cheveux gris

A l'horizon 2015, les trois quarts de la demande solvable mondiale se situeront toujours dans les pays développés de la triade. La demande solvable de ces pays développés ne devrait guère augmenter en raison du vieillissement généralisé des populations.

Plus que la lenteur, c'est l'irrégularité de la croissance qui sera lourde de conséquences pour les décisions d'investissement, entraînant des erreurs de prévision et des à-coups dans les comportements qui passeront de l'optimisme au pessimisme et vice-versa. Les périodes de récession seront suivies de périodes de reprise comme si des forces de rappel jouaient pour maintenir la croissance autour d'une moyenne faible de l'ordre de 1,5 % à 2 %. Ce qui, compte tenu des niveaux de développement, est considérable : quatre à cinq fois plus en valeur absolue qu'une année moyenne du siècle dernier.

Cependant, le PIB n'est pas le seul indicateur à prendre en compte. Il ne faut pas confondre rythme de croissance (un flux) et niveau de développement (un stock). Le PIB est un flux qui se renouvelle chaque année. Aussi, le contenu qualitatif

de ce flux de croissance est bien plus important que son augmentation annuelle. Des populations vieillissantes seront certainement plus sensibles qu'auparavant aux aspects qualitatifs de l'environnement et des conditions de vie. On le sait depuis longtemps, le « produit national brut » n'est pas le « bonheur national brut ». Chaque accident d'automobile accroît le produit national des dépenses de santé et de réparations qu'il engendre.

Dans bien des domaines, l'accumulation et la recherche de la quantité ont entraîné la baisse de la qualité. Songeons aux relations humaines : la multiplication des moyens de communication n'empêche pas la solitude de s'accroître. La croissance, c'est un peu comme le vin : plutôt que de boire toujours plus du même vin ordinaire, le progrès consiste à modérer sa consommation, mais en choisissant un bon vieux Bordeaux. Nul doute que pour des populations vieillissantes, le contenu qualitatif de la croissance sera plus important que son augmentation quantitative.

Il faut avoir ces tendances en tête lorsque l'on s'interroge sur l'emploi de demain : il faudra du personnel de soins, de l'aide à la personne pour accompagner ce vieillissement. Et les comportements d'épargne de précaution ont des chances de prévaloir sur les dépenses de consommation de ménages dans l'ensemble équipés.

Les illusions sur les emplois de demain

Où sont donc les emplois de demain ? La première réponse qui vient à l'esprit est la suivante : dans les services qualifiés, sous-entendu à haute intensité de matière grise, ingénieurs, techniciens, informaticiens, commerciaux. Ce cliché est d'autant plus justifié qu'au palmarès du taux de croissance des emplois par métier,

entre les deux recensements de 1982 et de 1990, on trouve des taux de 300 % à 400 % pour les ingénieurs technico-commerciaux, vendeurs, techniciens d'entretien (hors industrie), chefs de produits, directeurs de marketing, ingénieurs informatique. Mais il s'agit de taux de croissance forts sur des effectifs de départ faibles qui conduisent au mieux à quelques milliers ou dizaines de milliers d'emplois créés, c'est-à-dire, dix à vingt fois moins en masse, que les métiers qui connaissent des taux de croissance plus faibles (50 % à 100 %) sur des effectifs de départ plus importants.

Dans le palmarès des poids lourds de la création d'emplois, on trouve en tête les secrétaires (+256 000) : la télématique devait pourtant les supprimer !, viennent ensuite les enseignants du secondaire (+145 000), il faut bien des entraîneurs pour la course aux diplômes, les ingénieurs informaticiens (+99 000) pour qui sonne déjà le glas, les aides soignants (+75 000), les nettoyeurs (+74 000), les représentants (+70 000), les gardiennes d'enfants (+70 000), les ouvriers du tri et de l'emballage (+67 000), les serveurs de cafés et de restaurants (+66 000), les agents de service (+61 000), mais aussi les techniciens de maintenance (+60 000). Bref, pour l'essentiel, les poids lourds de la création d'emplois se trouvent dans le tertiaire, non qualifié mais hautement professionnel.

La chute des emplois industriels et la montée des services

L'agriculture hier et l'industrie aujourd'hui subissent une loi d'airain : le progrès technique permet de produire de plus en plus de biens avec de moins en

moins de personnes. Dans les années 80, l'agriculture a perdu 600 000 actifs, soit le tiers de ses effectifs. Il y avait 900 000 agriculteurs en 1990, combien seront-ils en 2015 ? Moitié moins probablement. Seul l'emploi dans les services progresse : il représente les deux tiers de l'emploi total dans la France de 1992 et devrait compter pour les trois quarts à l'horizon 2000 et les quatre cinquièmes vers 2015. La chute des emplois industriels (plus d'un million depuis 1980) devrait se poursuivre et affecter des secteurs naguère encore considérés comme les plus porteurs de la dynamique économique. Rappelons que ces dix dernières années, l'automobile a perdu 40 % de ses effectifs. Le même phénomène affecte déjà l'ensemble des industries informatique et électronique depuis quelques années. L'ajustement sera plus rapide en raison des cycles plus courts de ces activités.

La tendance à l'augmentation de l'emploi dans les services marchands devrait se renforcer avec le développement des loisirs et le vieillissement de la société française. Pour ces métiers de services, il faudra de vrais professionnels, des gens « bien dans leur peau » et non pas des frustrés, des aigris et des laissés pour compte de la course aux diplômes. L'inadéquation des politiques publiques d'éducation, centrées sur l'enseignement général et supérieur, au détriment de l'enseignement professionnel est flagrante.

Formulons un vœu pour la France de 2015 : qu'elle tire les leçons de la maladie du diplôme et ne fonde plus la hiérarchie sociale et l'échelle des rémunérations sur les parchemins de formation initiale mais en fonction de la compétence prouvée tout au long de la vie. Alors, les maçons comme au Danemark dans les années 90,

seront aussi bien payés que les médecins. Moralité, on ne manquera plus de maçons et on n'aura pas trop de médecins. L'image du travail manuel, artisanal et artistique sera profondément revalorisée dans une société où les trois quarts des habitants sont des inactifs très occupés. Pour promouvoir une filière d'excellence par l'alternance, il faut bien remettre en cause un système de formation générale

excellent pour ceux qui en sont les héritiers. On ne peut demander aux champions olympiques de l'intelligence de remettre en cause un système de sélection par l'échec, qui les a faits ce qu'ils sont, des rentiers, et qui mobilise plus d'un million de fonctionnaires et une part croissante des ressources de la nation.

La formation en entreprise est le vecteur principal de l'acquisition de ce profes-

De la maladie du diplôme à l'explosion sociale

La maladie du diplôme se répand en France, telle une épidémie car moins un diplôme vaut, plus il est nécessaire de l'avoir (l'avoir ne donne pas grand chose mais ne pas l'avoir empêche tout). Ainsi paradoxalement, plus les diplômes universitaires ressembleront à des assignats, plus ils seront recherchés. En bonne logique, chacun cherche à se prémunir du chômage par des études de plus en plus longues. Si le taux de chômage des jeunes diminue avec un niveau de formation générale plus élevé, il ne faut pas pour autant en conclure que le problème serait résolu si tous les jeunes devenaient docteurs de l'Université. Illusion d'optique où l'on oublie trop aisément que, dans un contexte de marché du travail relativement stable, multiplier le nombre de diplômés ne fera que dévaluer les diplômes. La demande des entreprises ne fait que s'adapter à l'inflation de l'offre. Si les tendances actuelles se poursuivent, la montée en pression de l'enseignement supérieur commencée dans les années 80, se traduira par un triplement du nombre d'étudiants dans la période 1980-2015 (ils étaient 1,2 million en 1980, plus de 2 millions en 1994 et seront 2,6 millions en 2000).

Le coup est parti. Au début du prochain siècle, deux tiers des jeunes français se présenteront sur le marché du travail avec au moins un diplôme Bac +2, soit une proportion deux fois plus élevée qu'en Allemagne. Qui a raison? Qui a tort? Poser la question suggère déjà notre point

de vue. On va ainsi en France multiplier les distributions de «peaux de lapin» en contrepartie des années consacrées aux études. Ces assignats universitaires conduiront tout droit au chômage car le diplôme obtenu sur la seule base du savoir ne vaut pas compétence. Les diplômes dévalués vont susciter des cohortes de frustrés, d'aigris et de nouvelles formes d'exclusion.

En augmentant massivement le nombre de diplômés, on diminue leur rareté relative et donc leur valeur. Le nouveau management exige de hauts professionnels autonomes et responsables, entraîne une diminution du nombre de niveaux hiérarchiques et requiert par conséquent moins de cadres. En moyenne, le taux d'encadrement en Allemagne est deux à trois fois plus faible qu'en France. C'est bien la raison pour laquelle l'industrie allemande reste compétitive malgré un coût du travail le plus élevé du monde : la qualification se paye, mais est rentable.

Pour avoir semé l'illusion dans l'esprit des familles, on va récolter la désillusion et la rancœur. Des mouvements de révolte spontanés et incontrôlables sont prévisibles à court et moyen terme. Ce n'est plus la jeunesse dorée et souriante de mai 1968 qui sera dans la rue mais une jeunesse flouée et en colère. Les gouvernants seront tentés de panser les plaies de la maladie du diplôme par encore plus de démagogie collective. Jusqu'au jour où l'esquive ne sera plus possible.

sionnalisme. Comme ne cessent de le répéter François Dalle et Jean Bounine : « *il faut insérer pour former et non former pour insérer* ». On le sait, en Allemagne, le taux de chômage des jeunes est cinq fois moins élevé qu'en France : il y a aussi cinq fois plus d'apprentis.

Certains CFA (Centre de Formation d'Apprentis) ont su inverser les tendances et sortir des cercles vicieux de la chute des effectifs, de la baisse de niveau et de l'échec croissant aux examens, pour entrer dans les cercles vertueux symétriques. La loi de juillet 1992 permettra bientôt d'accéder à tous les niveaux de l'enseignement supérieur par validation des acquis professionnels. Que les jeunes qui s'interrogent entendent le message : la meilleure garantie pour l'emploi, c'est une formation professionnelle par l'apprentissage. Encore faudrait-il que ce message soit martelé haut et fort par les responsables nationaux. Il leur faudrait commencer par reconnaître que les apprentis sont des étudiants insérés et que les étudiants ont besoin de l'apprentissage de l'insertion. Concrètement, d'une part, il s'agirait de donner aux apprentis le statut d'étudiants-insérés, quitte à leur verser une bourse annuelle au moins équivalente au montant des aides accordées par la collectivité aux entreprises qui les accueillent : soit près de 20 000 francs par an et par apprenti. Les apprentis dont la formation débouche généralement sur un emploi verraient, du même coup, leur statut social revalorisé au sein de la jeunesse. D'autre part, il conviendrait d'instaurer pour les étudiants n'ayant connu que les bancs du lycée, de l'IUT, ou de la fac, un droit à des bourses d'insertion profession-

nelle². Il n'y aurait ainsi plus que deux catégories de jeunes : les étudiants en cours d'insertion et ceux à insérer ultérieurement.

On pourrait aussi imaginer d'imposer aux entreprises une proportion de jeunes en insertion-formation, quitte à ce que celles qui ne rempliraient pas leurs obligations participent à un fonds de développement de l'insertion dont les ressources financeraient les projets des entreprises plus dynamiques sur ce plan.

Clichés et anti-clichés sur l'aménagement du territoire

Toute la décennie 80 a été marquée par le mirage éducatif sous-tendu par le mirage technologique. On se souvient du plan informatique pour tous. Il y a eu aussi le défi japonais des ordinateurs de cinquième génération, qui s'est révélé de la pure propagande. Il y a eu encore la multiplication des technopoles, c'est-à-dire la concentration en un même lieu de vitrines technologiques, dont le lancement permet des inaugurations et qui sont électoralement visibles. Au nom de l'efficacité, ce n'est pas des technopoles qu'il aurait fallu faire, mais des « technopool » mettant en réseau et en synergie les moyens de recherche existants.

Les clichés sur les nouvelles technologies font rêver. On parle de génie génétique, de société de l'information avec son cortège de téléport, de multimédia et de travail à distance. On a justifié ainsi le soutien aux secteurs porteurs d'avenir comme l'informatique, l'espace. Combien de milliards de francs ont été dépen-

2. Les sondages montrent que les trois quarts des étudiants interrogés considèrent que leurs études les préparent mal à la vie professionnelle.

La tête dans la vision globale, les pieds dans la glaise locale

sés pour renflouer en pure perte Bull ? Au moins 40 milliards de francs avancent les analystes³. Ces vingt dernières années, les responsables politiques de tous bords n'ont pas cessé de confondre haute technologie et haute valeur ajoutée. En Allemagne, on ne tombe pas dans le même panneau. Il n'y a pas de secteurs porteurs ou condamnés, il n'y a que des entreprises bien ou mal gérées. Malheureusement, le mode de désignation des dirigeants dans notre pays n'est pas toujours motivé par les compétences managériales, mais par l'appartenance à tel ou tel clan de la noblesse d'Etat.

Les gouvernements de la France n'ont cessé de faire pression sur leur collègues européens pour les entraîner dans des projets de recherche et de développement toujours plus ambitieux, toujours plus coûteux : combien d'argent dépensé en pure perte sur la télévision haute définition ! Quelle désillusion, la croissance annoncée pour le début des années 90 n'est pas au rendez-vous ! Où sont les promesses de la technologie et du Grand Marché intérieur ? En dépit des déceptions provoquées par les grands programmes précédents (ordinateurs de la cinquième génération, TVHD...), on vou-

drait maintenant nous faire croire aux autoroutes de l'information.

Les masses considérables d'argent public gaspillées au nom de ces politiques auraient dû être consacrées à d'autres priorités comme l'emploi, mais aussi la famille, l'aménagement du territoire, l'environnement ou les conditions de vie urbaine. Il n'y a jamais eu de débat démocratique sur l'orientation des politiques de recherche. D'un côté on a laissé les lobbies scientifiques et industriels faire joujou avec l'argent public dans certains domaines dits stratégiques (militaire, nucléaire, spatial⁴) ; de l'autre, on continue à faire la quête dans la rue ou à la télévision pour financer la recherche sur le cancer ou sur le sida. Ne serait-il pas temps de revoir les priorités et d'organiser aussi des téléthons pour l'emploi⁵. La recherche doit d'abord aider à préparer des réponses pour les grands problèmes liés à la santé, à l'environnement, aux conditions de vie, aux déséquilibres politiques, sociaux et écologiques de notre planète.

Si l'on surestime le changement technique, c'est aussi parce que l'on sous-estime les inerties dans les structures sociales et les comportements individuels

3. Brulé, Jean-Pierre. — *L'informatique malade de l'Etat*. — Paris : Les Belles Lettres, 384 p. Jean-Pierre Brulé est un ex-président de Bull. « Du plan calcul lancé en 1966, "sans plans ni calculs", à la mise sous perfusion de Bull, nationalisée depuis 1982, plus de 40 milliards de fonds publics ont été engagés en faveur de l'informatique ».

4. Les chiffres de la répartition par discipline et programme de la dépense publique de recherche entre 1990 et 1992 sont surprenants pour ceux qui ne connaissent pas le poids des lobbies scientifiques et industriels sur l'orientation de la recherche. Sur les 86 milliards de francs de dépense publique de recherche, la répartition, par ordre décroissant d'importance, est la suivante : 17,7 pour le spatial, 11,2 pour les sciences de la vie, 10,5 pour l'aéronautique, 9,5 pour le nucléaire, 9,2 pour les autres R-D militaires, 8,5 pour les télécommunications. Soit 85 % du total de la dépense publique pour sept domaines. Il reste des miettes pour les sciences humaines et sociales (6,5 milliards), les sciences de l'univers (5,1 milliards)... et seulement 2,2 milliards pour la médecine clinique.

5. A notre connaissance cette idée a été lancée la première fois à l'automne 1993 par l'APEF (association pour la promotion de l'emploi en France).

qui ont de grandes chances de rester inchangés. Le monde change, mais les problèmes de fond demeurent, car ils sont liés à la nature humaine et à des héritages culturels qui prennent racine dans les profondeurs de l'histoire.

Pour la protection des valeurs patrimoniales

L'Europe ouverte ne doit pas signifier l'Europe offerte ; il faut organiser le libre échange et s'opposer à la loi de la jungle où règne le plus fort. L'Europe tout entière devrait se mobiliser pour imposer à ses partenaires le principe de réciprocité dans l'ouverture mais aussi d'équité dans les conditions sociales de la concurrence. A défaut, le rempart de la souveraineté des Etats doit s'opposer à l'extension sauvage du libre échange dans ces zones sensibles où l'on touche à l'identité culturelle et aux valeurs patrimoniales. La simple logique des coûts comparatifs internationaux menace des pans entiers de nos secteurs industriels et pas seulement le textile. Mais il serait dangereux de régler les échanges et la production sur le baromètre de l'emploi. Les pays ont un avantage réciproque à l'échange même s'il est inégalement partagé. Alors que faire ? Tout simplement reconnaître qu'il y a des secteurs protégés de la concurrence internationale essentiellement dans les services de proximité (ceux où il faut être sur place) et des secteurs, en nombre limité, à protéger de l'uniformisation-destruction internationale. Songeons à l'architecture : si l'on n'y prend garde, toutes les villes du monde finiront par se couler dans le même moule de béton, de verre et d'acier ! En perdant sa variété la planète terre perdrait une grande partie de sa richesse et de l'exotisme qui motive le touriste en quête de racines différentes.

Il y a bien un nombre limité de domaines qu'il convient de préserver partiellement mais durablement des conséquences du libre échange intégral, ceux où l'identité du pays est en cause : défense, sécurité du territoire, culture, environnement et bien sûr l'agriculture. Remarquons que des pays très avancés comme le Japon, la Suisse, l'Autriche et la Norvège, pour ne citer que ceux là, continuent à protéger leur agriculture en la subventionnant à plus de 80 % tout en s'insérant parfaitement dans la spécialisation internationale. Faut-il pour autant pénaliser les consommateurs d'un pays en leur faisant payer les produits qu'ils achètent beaucoup plus chers que ceux qu'ils pourraient importer ? Nous ne le pensons pas.

L'agriculture doit rester paysanne, c'est-à-dire à forte présence humaine, pour entretenir nos vastes espaces (la France est le désert vert de l'Europe). A cette fin, il faut passer de l'aide aux produits à l'aide aux producteurs, et rémunérer la qualité ainsi qu'un certain nombre de produits et services non marchands mais d'utilité collective. Mais cela supposerait d'abord une révolution mentale de la part des agriculteurs qui se veulent avant tout producteurs de quantité de biens et ont du mal à se reconnaître comme jardiniers de la nature, prestataires de services d'utilité collective. Il y a là aussi un gisement d'emplois à préserver, voire à créer. Revenons à une agriculture paysanne, avec un territoire rural peuplé d'écoculteurs. Les friches ne sont guère propices au développement touristique pour lequel la France entend bien rester au premier rang international.

Pour sauver la ruralité agricole, creuset d'une part essentielle de l'identité française, il faut une politique volontariste de désenclavement routier du « rural profond » afin que la France de l'intérieur

La première industrie de la France : le tourisme

Le tourisme se confirme comme la première activité exportatrice nette de la France : le premier pays au monde par le nombre de visiteurs touristiques et le deuxième par les recettes d'exportation. Les flux touristiques s'expliquent d'abord par l'attractivité des stocks physiques (d'espace, de littoral, de campagne, de montagne...) culturels (paysages, traditions, monuments historiques...) et par la qualité de l'accueil et des équipements. Ainsi, le seul département du Lot affiche 420 sites classés et monuments historiques ! Ce que cherchent les touristes, dans un monde par ailleurs uniformisé, artificialisé, c'est surtout la différence, la variété préservée, mais aussi l'espace. La densité en France est deux fois plus faible que celle d'Europe du Nord. L'avenir paraît aussi assuré car le tou-

risme en Europe devrait se développer plus fortement qu'ailleurs. Les populations des pays riches, dans l'ensemble vieillissantes, seront plus sensibles à la dégradation des conditions de vie et de sécurité dans nombre de pays en développement. Pourquoi prendre des risques et perdre du temps en transports lointains alors que l'on dispose, à proximité des grands centres urbains, de bulles tropicales et d'ersatz technologiques susceptibles de provoquer toutes les sensations ? Si la France veut continuer à vendre son art de vivre, ses lieux d'histoire, ses villages et ses paysages — les visages de nos pays —, elle doit d'abord les préserver et les gérer dans une optique patrimoniale. Ce devrait être aussi l'objet de l'Aménagement du Territoire et de campagnes de sensibilisation.

profite des retombées du développement des métropoles régionales... Mais le désenclavement routier n'explique pas tout, la Vendée n'est guère mieux lotie sur ce plan que certaines zones du Massif central ou de la Champagne qui se vident de leur population et se condamnent car il n'est de richesse que d'homme. Répétons-le, il n'y a pas de territoire condamné, il n'y a que des territoires sans projets. Mais de bons projets ne mènent nulle part, s'il n'y a pas des hommes de qualité pour les porter.

La solitude et le contact humain, les grands marchés de demain

Pour nombre de biens et de services la consommation est largement suscitée par le besoin de contacts humains de la part d'hommes et de femmes qui cherchent avant tout à rompre leur solitude.

A l'horizon 2015, l'éclatement des structures familiales est tel que le nombre de familles mono-parentales aura doublé, dépassant 3 millions de foyers soit deux fois plus que les familles où l'un des deux parents reste au foyer pour éduquer les enfants. La proportion était exactement l'inverse en 1990. Il y aura aussi deux fois plus d'hommes et de femmes seules, généralement plus âgés qu'en 1990 où leur nombre était déjà important (3,7 millions de femmes et 2,2 millions d'hommes vivant seuls). Bien des individus n'ont plus de descendant mais seulement quelques ascendants.

Le papy-boom ou plutôt le mamy-boom ne fait que commencer, conséquence du baby-boom de l'après-guerre, il va s'amplifier d'ici à 2020 et conjuguer ses effets avec l'allongement de la formation initiale et la diminution du temps de travail. Il y a aujourd'hui 24 millions d'actifs dont 3 millions de chômeurs pour

32 millions d'inactifs se répartissant comme suit : 2 millions d'enfants non scolarisés ; 15 millions d'élèves, étudiants, stagiaires ; 8 millions de retraités ; 7 millions de femmes au foyer. Il y aurait en 2020 moins de trois Français sur dix réellement au travail (contre 3,7 aujourd'hui).

La tendance au vieillissement sera d'autant plus marquée et durable que l'espérance de vie continue à augmenter en moyenne d'un an tous les trois ou quatre ans (ces dix dernières années). En envisageant des hypothèses de mortalité faible, on aurait entre 2000 et 2020 une forte augmentation du nombre de personnes âgées de plus de 80 ans (de 1,9 à 3,2 millions).

Dans l'ensemble, il s'agira de personnes seules, le plus souvent des femmes. D'où l'inévitable augmentation des dépenses de santé et le développement des services à domicile. Une conjecture : les bourgs et les petites villes de province ne vont pas se vider mais se remplir de millions de panthères grises ! (En 2020, la France comptera huit millions de 55-65 ans et autant de 65-80 ans qui seront retraités ou mis à l'écart du système productif).

En bonne santé, cultivés, plus aisés que la moyenne de la population (le pouvoir d'achat des inactifs est plus élevé que celui des actifs), ces « vieux » de plus en plus jeunes sont aussi « jeunes » de plus en plus vieux. Ils n'acceptent plus de finir leurs jours dans des hôpitaux locaux transformés en mouiroirs. Ces retraités dynamiques prennent leurs dispositions pour assurer le confort de leur quatrième âge, quitte à liquider, le moment venu, leur patrimoine pour se faire assister à domicile ou dans un hôtel spécialisé, le plus longtemps possible et tant pis pour les héritiers.

Le déclin du monde rural est souvent synonyme de vieillissement des populations. Mais le retour au pays des retraités stimule de plus en plus le développement des bourgs et des petites villes. En effet, la qualité de la vie (espace, convivialité, sécurité, etc.) dans les villes petites et moyennes de province incite les retraités à fuir les mégalofoles (encombrées, anonymes, peu sûres) ; ils contribuent ainsi par leur pouvoir d'achat à soutenir les activités locales.

Ces nouveaux retraités ayant vingt ans d'espérance de vie devant eux seront désireux d'entretenir leur cerveau autant que leur corps. Ils ne vont pas rester inactifs dans une société civile où ils représentent souvent plus du tiers de la population locale. Disponibles et compétents pour s'engager dans la vie associative et politique, ils vont gérer, en bon grand-père de famille, le monde rural, c'est-à-dire les quatre cinquièmes du territoire. Le contraste n'en sera que plus grand avec les mégalofoles jeunes et explosives à tous égards.

Enraciner la France des villes dans la France des champs

Il n'y a pas de fatalité dans cette évolution. La France des villes, jeune, n'est pas condamnée à exploser à côté d'une France des champs ridée. La diminution du temps de travail, le développement des moyens de transport rapide permettrait d'engager une politique plus volontariste d'aménagement du territoire. Concrètement, je propose de tester cette nouvelle politique par des expérimentations. Utilisons notamment le TGV comme vecteur de redéploiement spatial de la population afin de diminuer la pression urbaine et humaine de la région

La tête dans la vision globale, les pieds dans la glaise locale

parisienne. Expérimentons une tarification incitative sur le Vendômois, qui parmi les bassins de vie en voie de désertification humaine est le seul à se situer à 42 minutes de Paris. Il faudrait naturellement accompagner cette action de mesures en faveur de la construction de logements et d'aides à l'implantation d'entreprises sur ce territoire.

Si on le veut, en 2015, le modèle dominant ne sera plus celui du travail ; plus des deux tiers des Français seront occupés à autre chose, s'activeront différemment, ne travailleront plus pour vivre et ne vivront plus pour travailler. La machine et la productivité ne créent pas le chômage, elles libèrent l'homme du travail contraint. Une autre société est donc

possible, celle d'Athènes sans les esclaves, à nous de nous y préparer, à nous de la mériter. Tracer des pistes pour ce nouvel Eldorado, telle est notre ambition. Les enfants d'aujourd'hui ne sont pas condamnés à devenir les chômeurs de demain, et le chômage ne doit pas tuer le désir d'enfant. La reprise de la natalité est indispensable pour retrouver le sentier de la croissance et pour permettre à la société française d'absorber les inévitables flux migratoires sans être submergée, bref de sauvegarder l'identité que nous ont transmise nos ancêtres et que nous devons à nos descendants. Mais la croissance n'est pas une fin en soi, il faut aussi redonner un sens à la vie et pour cela rien de tel que de donner la vie.



DOCTORAT
« PROSPECTIVE & STRATÉGIE »

Titulaires d'un DEA, ou équivalent, en sciences, en sciences sociales ou économiques, et attirés par la prospective dans vos domaines de recherche, vous pouvez rejoindre la formation doctorale du professeur Michel Godet organisée au sein du Conservatoire National des Arts et Métiers.

Adressez CV et projet de recherche à la Chaire de Prospective du CNAM, 2, rue Conté, 75003 Paris. Renseignements : 40-27-25-30